



Situation et perspectives économiques du Danemark en 2021

Petite économie fortement intégrée au marché européen, le Danemark poursuivait une trajectoire équilibrée de croissance constante depuis 2014 (proche de 2% en moyenne) et d'amélioration de ses finances publiques. **La crise sanitaire du Covid-19 est venue bouleverser cette trajectoire dynamique**, provoquant une situation inédite pour le pays, tant par l'ampleur de l'impact économique, que par les mesures massives d'aide prises par le gouvernement pour atténuer le choc. Bien que durement touché au 2nd trimestre 2020 (-7,2% du PIB), le Danemark a mieux résisté qu'initialement envisagé sur l'ensemble de l'année 2020. Le pays a pu compter sur sa solide gestion financière d'avant crise, et sur son économie sectorielle à forte valeur ajoutée, dont les exportations sont restées soutenues (santé, agroalimentaire, numérique).

I. Un impact économique historique, mais contenu grâce aux plans d'aide

A. Une gestion pragmatique, qui a permis de contenir la crise

Dès le début de l'épidémie, le Danemark a rapidement mis en œuvre **des mesures globales de soutien de l'économie**, mais aussi **des paquets d'aides plus spécifiques** visant des acteurs économiques plus fortement impactés. Ces programmes ont progressivement expiré à l'été 2020, avant d'être réactivés à l'automne, face à la recrudescence du virus. Depuis mars 2020, le monde des affaires danois est principalement soutenu par **trois grands régimes d'aide** :

- **La « compensation salariale » (chômage partiel)**, régime encore inconnu au Danemark avant le début de l'épidémie, devenu central ;
- Une compensation spécifique pour **les travailleurs indépendants** ;
- **La prise en charge d'une partie des coûts fixes** des entreprises.

En mars 2021, un peu plus de **4 Mds €** (soit **1,3% du PIB danois**) d'**aides directes** avaient été effectivement versés. Près de **400 000 personnes¹** (**14%** de la population active) ont bénéficié de la compensation salariale.

Face aux difficultés de liquidité de nombreuses entreprises, le gouvernement est également intervenu très largement, avec des mesures de reports de charges et de TVA, ainsi que des garanties de prêt sans intérêt (équivalant aux montants de TVA ou d'impôt sur les sociétés).

B. Un impact macro-économique en 2020 moins fort que prévu

Alors que le pays avait enregistré une croissance de 2,4% en 2019, le PIB a été durement touché au 2^{ème} trimestre 2020 (-7% par rapport au T1). Selon les derniers chiffres du gouvernement, **le PIB danois a baissé de 3,3%** sur l'ensemble de l'année 2020, soit la plus grande diminution de la zone nordique.²

Les finances publiques, bien qu'aussi touchées, n'ont pas été excessivement affectées. Le large excédent budgétaire dégagé en 2019 (11,4 Mds€) a donné au gouvernement une marge de manœuvre confortable pour des plans de secours. Le **déficit public s'est finalement établi à 3,5% du PIB** en 2020. Le niveau de la dette publique n'a pas non plus résisté à la crise (44% du PIB en 2020 contre 33% du PIB en 2019, soit 11 points de détérioration) ; cependant, ce **niveau reste toujours l'un des plus bas d'Europe**, et nettement inférieur à la limite

¹ Dont 311 000 employés et 83 000 indépendants

² -2,8% pour la Suède, -3,3% pour la Finlande, -3,1% pour la Norvège

instaurée par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. Le **taux de chômage en 2020**, bien qu'ayant sensiblement augmenté, n'atteint que **5,8% de la population active**, soit seulement 0,7 point de plus qu'en 2019. En revanche, le **chômage des jeunes** (15-24 ans) a nettement plus progressé (**11,6% en 2020** contre 10% en 2019).

C. Des secteurs économiques inégalement impactés

Des industries et secteurs économiques ont plutôt bien résisté à la crise. La bonne tenue de certaines grandes entreprises danoises se manifeste par le fait que plus de 1 000 d'entre elles ont volontairement choisi de rembourser les aides reçues à l'État³. Bien que les résultats **des banques** aient été réduits de plus de moitié en 2020, les experts estiment que cela aurait pu être bien pire. La **bourse de Copenhague**, le C25, a enregistré un record en 2020, avec un bond de l'indice de 34%. Les entreprises dans le **secteur de l'énergie verte** ont surperformé, comme les actions de Vestas et Ørsted qui ont augmenté, respectivement de 117% et de 83%. Malgré des fluctuations importantes au cours de l'année, le **secteur agroalimentaire** s'en sort aussi plutôt bien, grâce à une **consommation privée soutenue**, et par le grand bond du e-commerce. Autre bénéficiaire de la crise, le **secteur du BTP** a crû d'environ 4,5% sur l'année 2020, avec une hausse de 2,3% de l'emploi. Cette évolution s'explique par un **marché du logement dynamique**, et des mesures destinées à soutenir l'**investissement public**.

D'autres secteurs restent cependant toujours fortement impactés, et le resteront pour les années à venir. Les **agences de voyages** et les **compagnies aériennes** sont les secteurs ayant le plus perdu de chiffre d'affaires, avec une chute de 83% au cours des sept derniers mois de 2020. En comparaison, les **hôtels** et les **services de transport** n'ont perdu qu'un peu plus de 30% sur la même période, tandis que les **secteurs culturels et des loisirs** ont enregistré une baisse du quart de leur activité. **Les PME** ont aussi beaucoup plus souffert que les grandes entreprises, et ont largement critiqué le gouvernement pour des versements des aides jugés trop lents.

Épisode qualifié de « **minkgate** », le gouvernement danois a pris la décision en novembre 2020 d'abattre 17 millions de visons contaminés par une forme mutante du Covid-19⁴. Face aux critiques d'un acte précipité et jugé illégal, un accord d'indemnisation généreux - d'un montant total de 2,53 Mds € - a été conclu, afin de compenser les éleveurs et la perte de revenus futurs jusqu'à 2030.

II. Une reprise tirée par l'exportation, la "green economy" et le numérique

Pour 2021, la Banque nationale prévoit un **rebond de la croissance de 1,4%**. Le gouvernement mise pour cela, particulièrement sur le verdissement de la relance, le numérique et la reprise des exportations.

A. La relance des exportations, atout majeur de l'économie danoise

Le **positionnement des exportations danoises**, notamment dans des **secteurs porteurs** (santé, énergies renouvelables, agroalimentaire, numérique...) est un atout majeur pour une reprise tirée par les exportations. A l'été 2020, le gouvernement danois a lancé un programme de « **Team Relance Export** » (composées de chefs d'entreprises, d'organisations professionnelles et d'universitaires) pour accompagner la reprise de secteurs clefs de l'économie danoise. Cette relance se base aussi sur de solides fleurons danois à l'export, de **l'industrie de l'agroalimentaire ou encore de la santé**, qui ont maintenu leur bonne situation financière. L'entreprise Danish Crown (producteur de porc), par exemple, est boostée par ses exportations de porc vers la Chine, qui ont augmenté de 80% en valeur, faisant de l'empire du Milieu, le premier pays importateur de porc danois. Alors que les exportations de la plupart des catégories de biens ont connu une baisse en 2020, les **produits chimiques, dont pharmaceutiques**, ont quant à eux augmenté de 12,5%. La société danoise, Bavarian Nordic, a même annoncé vouloir produire son propre vaccin contre la Covid-19, avec l'objectif de 240 millions de doses par an, à l'avenir.

³ Le groupe de mode Bestseller a par exemple remboursé près de 11M€ de compensation salariale.

⁴ Le Danemark était le premier producteur et exportateur de visons au monde.

B. Accélérer la numérisation de la société et des PME

Une meilleure numérisation des PME et **des restructurations ciblées**⁵ dans **les régions du Danemark les plus durement touchées** par la crise, font partie des priorités du gouvernement pour les années 2021 et 2022.

Le gouvernement a aussi lancé un nouveau **partenariat public-privé ambitieux pour la numérisation**⁶, qui devra proposer à l'automne 2021 des solutions concrètes sur la manière dont le Danemark peut utiliser la numérisation pour créer de la croissance et soutenir la transition verte. Mené par le Président de Maersk, ce partenariat réunira cinq ministères, les régions, les communes, les entreprises et les partenaires sociaux.

Au cours des dernières années, le Danemark a renforcé sa position dans les domaines de la connectivité, de l'utilisation des services Internet et des services numériques publics, tant dans l'administration publique (État, communes, hôpitaux...) que dans les entreprises. Face à la crise, la Première ministre danoise a précisé que la vaccination était particulièrement efficace au Danemark, à cause de **la numérisation avancée de sa société**, avec des technologies comme **la signature électronique NemID** ou **la boîte en ligne e-Boks**, permettant de référencer et contacter rapidement la population.

C. Une relance qui se veut portée par les objectifs climatiques, toujours en toile de fond

Tout en mettant en œuvre une réponse de soutien aux entreprises, le gouvernement a rapidement voulu faire **de cette reprise une relance verte** de l'économie. Cette perspective est portée par l'ambition du Danemark de **réduire de 70% ses gaz à effet de serre d'ici 2030**. Entre autres, plusieurs annonces ont été faites pour **le secteur du logement** (augmentation du financement pour l'élimination progressive des chaudières au fioul et au gaz, subventions pour améliorer l'efficacité énergétique des logements) ou encore pour **le secteur du transport** (ambition d'atteindre 1 million de voitures vertes (à zéro ou faibles émissions) d'ici 2030). Le **débat sur une taxe carbone** revient régulièrement sur la table, une mesure qui n'apparaît finalement pas dans la nouvelle réforme sur la fiscalité verte de 2020⁷. Les ONG et certains partis critiquent ce manque d'ambition, estimant qu'une taxe carbone, est fondamentalement nécessaire pour atteindre l'objectif climatique du gouvernement.

En tant que pays **leader dans la transition verte**, grâce notamment à des groupes comme Vestas ou Ørsted, le Danemark mise sur le développement de grands **projets offshore** ou encore d'îles artificielles. Ainsi, le plus grand parc éolien *offshore* du Danemark, Kriegens Flak, vient d'être connecté au réseau : il représente l'équivalent de la consommation annuelle d'électricité de 600 000 ménages, soit une capacité de 600 MW. Un autre parc éolien offshore (Thor) est à l'étude, avec un appel d'offres pour lequel le consortium de Total (FR) et Iberdrola (ES) a été pré-qualifié. A terme, ce parc permettrait d'alimenter 800 000 foyers danois. Une autre ambition actuellement du Danemark est la construction d'une **future île énergétique artificielle** en mer du Nord, qui serait une première dans l'histoire du pays (28 Mds €).

*Les **tendances macro-économiques restent bonnes**, sans toutefois être exceptionnelles. Le rebond de la croissance danoise en 2021 sera moins important que d'autres économies (comme la France ou la Suède), car partant d'une bonne situation économique et financière relativement plus favorable (en effet de base).*

*Le gouvernement danois a très vite déclaré que la reprise économique au Danemark nécessiterait des investissements de long terme, mais constituerait aussi une opportunité unique. La Banque nationale appelle cependant à surveiller la situation du **secteur financier**, les institutions financières devant s'attendre à une montée importante des **difficultés et faillites** de leurs clients en 2021, avec l'arrêt des paquets d'aide.*

⁵ Comme par exemple le nord du Jutland touché par la fermeture des fermes de visons ou encore la région de Tårnby, où se situe l'aéroport international de Copenhague.

⁶ Ce partenariat comprend cinq volets : le secteur public, l'industrie et les lieux de travail, la coopération publique-privée, les données, et le futur de la numérisation au Danemark. Le travail sera supervisé par Nicolai Wammen, ministre des Finances, qui a assuré que des milliards de couronnes seraient disponibles pour financer ces projets. Les ministères des Affaires Étrangères, de l'Industrie, du Climat, de l'Énergie et de la Santé sont également impliqués.

⁷ Cette-dernière n'instaure qu'une augmentation de la taxe sur les combustibles fossiles pour les entreprises et une aide à l'investissement vert.

Annexes

1. Prévisions macro-économiques du Danemark pour 2020 et 2021

	2019	2020	Prévisions 2021
Taux de croissance (%)	+2,4	-3,3	+1,4
Déficit public (% du PIB)	+3,7	-3,5	-1,3
Dettes publiques (% du PIB)	33,2	43,4	40,9
Taux d'inflation (%)	0,8	0,3	1,1
Taux de chômage (%)	5,1	5,9	-

2. Comparaison entre les pays nordiques et la France en 2020 et 2021

	Croissance 2020 (en % du PIB)	Prévision croissance 2021 (en % du PIB)
Danemark ⁸	-3,3	+1,4
France ⁹	-8,3	+5,0
Suède ¹⁰	-2,8	+3,0
Finlande ¹¹	-2,8	+2,5
Norvège ¹²	-1,3	+3,8

3. Évolution du nombre de chômeurs au courant de l'année 2020 et début 2021

Date	Avant crise	Mars 2020	Juillet 2020	Octobre 2020	Décembre 2020	Janvier 2021	Février 2021
Nombre total de chômeurs enregistrés	131 710	169 447	180 933	155 388	163 340	176 503	175 424
Taux d'évolution		+ 29%	+ 7%	- 14%	+ 5%	+ 8%	-1%

4. Évolution de la dette danoise, rapportée au PIB (en %)



⁸ Source : Banque nationale et Danmark statistics (mars 2021)

⁹ Source INSEE et Banque de France (mars 2021)

¹⁰ Source : Banque centrale de Suède (février 2021)

¹¹ Source : Statistic Finland (décembre 2020)

¹² Source Norges Bank (mars 2021)